
Remise du Prix Charlemagne
à l'Hotel de Ville d'Aix-la-Chapelle
le 7 mai 1970

Allocution prononcée par le Lauréat
Son Excellence François Seydoux de Clausonne

En me désignant pour recevoir le Prix Charlemagne, le directoire, à qui incombe depuis vingt ans le choix du récipiendaire, m'a fait un grand honneur; je lui en exprime ma profonde gratitude.

Pour une si noble consécration je dois beaucoup à l'amitié; un tel aveu ne réduit pas la valeur de l'hommage qui m'est fait; avoir suscité un pareil sentiment accroît ma fierté. En me voyant figurer sur une liste où s'inscrit, entre autres, illustres eux aussi, le nom de Winston Churchill, comment ne m'interrogerais-je pas sur la signification de la rare distinction dont je deviens l'heureux bénéficiaire. Ne prenais-je pas la place d'un autre pour apparaître, en quelque sorte, comme son représentant? Ma satisfaction n'en serait pas diminuée; c'est le contraire qui serait vrai.

Vous avez voulu honorer la France et j'en suis ému. Vous avez aussi honoré le métier diplomatique, auquel je suis resté fidèle toute ma vie. Surprenante coïncidence propre à augmenter l'émotion que je ressens: c'est à Berlin, la ville qui m'a vu naître, que je mettais, le 28 avril, le point final à une carrière longue de 42 ans.

Dès l'instant de ma naissance, l'Allemagne m'a saisi à bras le corps, en un hiver qui menaçait de ne pas finir; elle ne me lâcherait plus jamais, tandis que, après des années d'un épais et terrible brouillard, le printemps ferait son apparition dans les relations franco-allemandes. J'ai grelotté, quelques mois, sous l'Allemagne impériale, à l'époque où, autour d'elle et autour de la France, l'Europe achevait de se scinder en deux camps rivaux qui se précipiteraient l'un contre l'autre, sans que l'on n'eût prévu, nulle part, l'énormité du sacrifice que l'Européen subirait, non plus que du tort qui lui serait infligé.

Les morts avaient été si nombreux, la secousse si violente qu'il fallait, après le conflit, du courage pour se lancer dans la réconciliation. Avec Gustav Stresemann, Aristide Briand a été l'apôtre d'une vaine tentative. A Genève, où j'aidais l'illustre vieillard - il avait 65 ans - à gagner la tribune pour y prononcer ses discours envoûtants, comme à Paris, où je faisais, au foyer paternel, la connaissance du Comte Coudenhove-Kalergi, déjà frémissant d'idéal, je baignais dans l'atmosphère européenne.

Une effroyable tourmente a failli tout emporter. Cependant, l'Allemagne ne cessait pas de m'accaparer. A Berlin et en France, avant et pendant la seconde guerre mondiale, j'étais étroitement mêlé au développement du drame. Profanant l'Europe, certains osaient proclamer que l'Europe était leur aspiration suprême. Comme si l'Europe pouvait se concilier avec la domination d'une puissance elle-même privée de liberté. Le mensonge régnait en maître. Mon désespoir était à la mesure de ma désillusion.

Les hostilités terminées, me voici de nouveau à Berlin. C'est à l'époque du pont aérien; avec l'attitude catégorique de la population de la ville l'espérance renaît.

Le 9 mai 1950, je suis auprès de Robert Schuman. Sous l'inspiration de M. Jean Monnet que, lui aussi, j'avais rencontré chez mon père, il lance le projet de la Communauté du charbon et de l'acier, qui suscite l'approbation chaleureuse de Konrad Adenauer et d'Alcide de Gasperi, qui se transformera en traité et trouvera un développement et un complément naturels dans la Communauté économique européenne et la communauté de l'énergie atomique. Pour la France et l'Allemagne,

.../...

il s'agissait d'un événement décisif et d'autant plus salubre que l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, si chers au coeur des Français, y participaient.

Pendant toute cette période de l'après-guerre, les conférences internationales se multiplient, à Moscou, à Londres, à Washington, à Ottawa, à Rome, à La Haye, aux Bermudes; je fais le tour du monde, absorbé par l'Allemagne, dont on discute partout, que ce soit pour s'en protéger ou ensuite pour construire avec elle.

Après trois années pleines de saveur en Autriche, je suis nommé à Bonn pour y succéder, ce qui n'est pas peu flatteur, à M. Couve de Murville. Un mois plus tard, le 14 septembre 1958, à Colombey-les-deux-Eglises, le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer sont face à face. L'un incarne la France, l'autre représente l'Allemagne. Le moment est solennel et le destin ne pouvait mieux choisir que de mettre en présence deux hommes si grands, si justement fiers des services qu'ils avaient rendus, si conscients de leur mission déjà légendaire. Konrad Adenauer n'était pas, avant l'entrevue, sans appréhension. Dès la poignée de mains initiale, tout s'éclaire. Sur les cimes de la pensée et de la politique, l'accord s'établit. Chacun est content de l'autre et sans doute aussi de soi: ensemble ils ont tourné définitivement la page du différend franco-allemand. Lorsque nous les rejoignons, le soir, le Chancelier et le Général donnent l'impression de se connaître de longue date. Leurs rapports seront jusqu'au bout marqués par la même estime, la même confiance et les conséquences en seront immenses. Ceux des Français qui tâtonnaient encore emboîtent le pas et les Allemands savent gré au premier résistant de France de se diriger vers eux dans un mouvement de sincère sympathie.

Je n'avais donc, dès le début de mon Ambassade en Allemagne, qu'à me laisser porter par le courant qui, prenant très haut sa source, entraînait les deux peuples l'un vers l'autre. Il semblait - et cet élan n'avait pas attendu 1958 pour se manifester - qu'ils eussent le besoin de réparer par leur entente le mal qui avait été fait. Que d'associations franco-allemandes, que de jumelages entre les régions, les cités, les universités, que de liens personnels! Un esprit fondamentalement neuf, inimaginable il y a 25 ans, anime la jeunesse qui ne conçoit même pas que le passé si riche des deux pays ait pu être souillé par d'horribles blessures. En un or pur - ou presque - le plomb vil s'était changé. "Vous n'avez jamais désespéré de nous", me disait récemment M. Willy Brandt dans un témoignage qui lui faisait honneur au moins autant qu'au destinataire; c'est que la tâche m'apparaissait superbe. Je m'y suis adonné - laissez-moi l'avouer - à coeur joie. Expliquer la France aux Allemands, n'était-ce pas exaltant? Sans relâche j'ai parcouru l'Allemagne.

Pour bâtir l'Europe il ne suffit pas de la France et de l'Allemagne. Comment l'Europe n'eut-elle pas séduit le Général de Gaulle ! A la fin de juillet 1960, à Rambouillet, il exposait ses idées au Chancelier Adenauer. Le plan était singulièrement net et simple: on devait construire à partir des réalités, c'est à dire des six Etats déjà groupés dans les communautés existantes. Les Etats avec leurs traditions, leur individualité, leurs possibilités d'avenir, comment les négliger ! Ils constituaient autant d'éléments, autant de forces, auxquels le Général est intensément attaché; avec leur rassemblement, qui deviendrait, le temps aidant, de plus en plus étroit, l'oeuvre à accomplir serait fondée sur le roc. A quoi bon insister sur les déceptions, le mécontentement, les querelles qui ont alors surgi.

Cependant, le 18 juillet 1961, à Bad-Godesberg, au cours d'une réunion mémorable des six chefs d'Etat et de gouvernement, on paraît prendre le chemin de l'unification politique. Ce n'est qu'un timide rayon de soleil.

Le Général de Gaulle voulait que la future Europe fût européenne sans fissures. Sa détermination le conduisait à adopter des positions correspondant à son idéal. De là sa fermeté à l'égard des Etats-Unis qui comprennent mieux aujourd'hui les préoccupations de leur interlocuteur d'hier. De là aussi son attitude vis-à-vis de l'Angleterre, qu'il n'a jamais songé à écarter par principe. Plutôt que d'admettre des formules qui eussent pu hypothéquer l'avenir, le Général de Gaulle a préféré sauvegarder intacte sa notion de l'Europe.

En de telles circonstances, la France et l'Allemagne ont jugé nécessaire de se rapprocher encore davantage l'une de l'autre. Côte à côte, le Chancelier et le Général prieront dans la Cathédrale de Reims, ville si heureusement jumelée avec Aix-la-Chapelle. Le Général accomplira à travers la République Fédérale un voyage triomphal. Le 22 janvier 1963, ils signeront le traité d'amitié et de coopération, étape essentielle dans l'histoire des deux pays.

Si je n'étais plus parmi vous à cette date, je n'en continuais pas moins à m'occuper de l'Allemagne, ayant été désigné pour tenir, du côté français, dans le cadre du traité, la place confiée récemment, du côté allemand, à l'homme qui a de la France une connaissance incomparable, mon grand ami M. Carlo Schmid. Bientôt, cependant, on me laissait entendre que je pourrais, pour la seconde fois, être nommé à Bonn. Pourquoi y retourner, me disaient certains? D'autres

possibilités vous sont ouvertes; ne les dédaignez pas. Vous étudierez, enfin, une autre partie du monde. Et, d'ailleurs, que peut-on faire encore dans une Allemagne, désormais réconciliée pour toujours avec la France? Comme si, même dans les meilleurs ménages, il ne faut pas, chaque jour ou presque, reconquérir l'amour de son prochain. Et, bien sûr, nous n'en étions pas là. Se consacrer de nouveau au rapprochement des deux nations voisines, alors que je n'ignorais pas à quel point il était vital pour le destin de l'Europe, voilà une chance à laquelle je n'entendais pas me soustraire. Me faire l'avocat, auprès de ceux qui m'avaient déjà réservé un cordial accueil, d'une politique se proposant pour objectif, quel que fût le continent, la paix par la détente, l'enjeu en valait la peine. Les difficultés ne manqueraient pas; je m'appliquerais, sans m'illusionner sur mon rôle, mais passionnément, à les écarter.

Il y a eu celles que nous a values, principalement dans l'été 1965, le marché commun. Le Général de Gaulle ne l'avait pas inventé, mais on se trouvait en présence d'une réalité, d'une expérience qui avait fait ses preuves. Le mieux était donc de la poursuivre. A la condition, toutefois, que, dans les délais convenus, fussent mises en oeuvre les dispositions du traité de Rome prévoyant une politique agricole commune. Puissance coloniale et protectionniste, il y a encore quelque vingt ans et de longue date, la France avait subi une totale métamorphose. Stoïquement, elle s'adaptait à un monde lui-même en pleine transformation. Quelle audace n'avait-il pas fallu pour que nous ne fermions plus nos frontières à l'industrie de nos cinq partenaires ! Nul ne s'en doutait dès le départ. La position exceptionnelle que la République Fédérale a réussi à s'acquérir et qui lui vaut justement des hommages unanimes constitue pour nous un

avertissement et un stimulant. Il n'eût pas été équitable que l'effort accompli par nous dans un domaine ne fût pas accepté par d'autres dans un autre; sans l'agriculture, le marché commun serait un monument imparfait et déséquilibré; sans elle, qui pourrait prétendre à la recherche d'une politique commune?

Je ne me flatte pas d'avoir toujours convaincu ceux à qui je m'adressais, qu'ils fussent réunis par centaines dans des conférences, au nombre de dix ou vingt autour d'une table, hommes d'affaires et journalistes, ou qu'il s'agît de tête à tête. Mais de ces contacts multiples, variés, à Hambourg, à Munich, à Stuttgart, à Francfort, à Sarrebruck, à Dusseldorf, où je me suis rendu, en restant bien au-dessous de la vérité, à cinquante reprises, je ne conserve que de lumineux souvenirs. On m'a écouté avec attention; on ne m'en a pas voulu de ma sincérité. Mes auditeurs étaient avides de comprendre les positions de la France; vis-à-vis de son représentant, j'ai cru sentir un élan de gentillesse qui m'a remué. Un concours de circonstances, que je n'hésite pas à qualifier de providentiel, me permet, en cette rayonnante matinée, de leur exprimer d'une salle étonnante, quelques jours à peine après mon départ d'Allemagne, mon plus vif remerciement. Que de marques d'affection m'ont été, principalement dans les ultimes semaines, prodiguées et qu'un souffle de pudeur m'oblige à ne pas énumérer.

De quoi demain sera-t-il fait? L'Europe des six d'aujourd'hui sera-t-elle bientôt l'Europe des dix, ou encore une Europe plus large s'étendant à d'autres pays si proches de nous par la culture, le mode d'existence que l'on ne peut imaginer qu'ils ne fassent pas partie de notre ensemble? Si brillante soit-elle, une

pareille perspective ne nous contenterait pas encore. Le spectacle que, depuis tant d'années, offre notre continent nous remplit de chagrin. Saluons les tentatives de ceux qui, munis des responsabilités les plus élevées, s'emploient à favoriser la détente, à atténuer la division, à préparer la genèse d'une réconciliation qui ouvrirait à la nation allemande la porte de l'unité.

Dans la ténébreuse incertitude où nous sommes, sur une terre continuellement livrée au malheur et à la guerre, accrochons-nous opiniâtement à ce qui est acquis. Le résultat n'est-il pas éclatant, puisque la communauté économique européenne apparaît comme la plus grande puissance commerciale du globe. Achever, renforcer, élargir, nul n'ignore avec quelle volonté d'aboutir on y travaille; nous savons dans quel sursaut d'optimisme s'est terminée, il y a peu de mois la conférence de La Haye. Pour convaincre la prestigieuse nation britannique, pour nous imposer toujours davantage à la considération du plus indispensable de nos amis, de nos alliés d'outre-atlantique, nous ne pouvons faire mieux que de persévérer et de gagner. Notre confiance repose sur des bases solides. Dans un bref délai, des programmes ambitieux ont été inscrits à l'ordre du jour. Chacun y a mis du sien, la Commission de Bruxelles, comme les Etats membres. Union économique, union monétaire, coopération politique, un vaste horizon se dégage. La France, qui n'est pas la dernière dans cette compétition, se préoccupe spécialement des secteurs de pointe, approvisionnement de l'Europe en uranium enrichi, réacteurs avancés, informatique; notre avenir d'Européens n'en dépend-il pas?

Ne nous laissons pas détourner de notre route. Ne plus avancer signifie reculer. Voici la France et l'Allemagne appuyées l'une sur l'autre. Entente remarquable, s'il en fût. Il faut la rendre assez robuste pour triompher des tempêtes, pour décourager

d'éventuelles manoeuvres. Vision prophétique que celle qui consistait, lors de la signature du traité, à vouloir souder les deux pays l'un à l'autre pour que, dans les graves circonstances, ils soient assurés d'être l'un à côté de l'autre. Ne leur avait-on pas assez reproché d'avoir, par leur discorde, fait, pendant 75 ans, le malheur de l'Europe? Le succès complet n'a pas été immédiatement possible. Est-ce trahir le secret diplomatique que d'affirmer qu'à Paris comme à Bonn, on est pleinement conscient, au plus haut niveau, de la valeur de l'union. Des liens se sont tissés, des habitudes sont prises, une diplomatie plus moderne, plus directe est en train de s'instituer, à tous les échelons de la hiérarchie politique et administrative des amitiés se créent.

J'ai beaucoup trop parlé de moi, et beaucoup de la France. "Vous êtes un patriote", m'ont dit récemment quelques-uns des vôtres, non des moindres, d'une vertu européenne incontestable, en m'adressant un compliment à l'occasion de mon départ. Je me suis demandé quelle serait l'opinion des jeunes en m'entendant louer de la sorte. Le patriotisme est-il, en effet, conciliable, à leurs yeux, avec l'image qu'ils se font de l'Europe? Qu'ils n'aient point de crainte! le patriote que vous avez devant vous est bien différent de celui de naguère. Sans l'amour de la France, aurais-je eu le droit de me passionner, comme je l'ai fait, pour la vie, pour l'âme allemandes? Pourrais-je, demain, raconter, expliquer, commenter l'Allemagne, ses épreuves et son redressement, ses remords et son libéralisme, présenter ses chanceliers successifs, notamment celui qui, aujourd'hui, s'emploie, dans des conversations diplomatiques d'une redoutable âpreté et nous concernant tous, à introduire le sens de l'humain. Il faut aimer son Pays pour pénétrer dans le pays voisin, le comprendre, le sentir et l'aimer à son tour. L'Europe sera la patrie des patriotes.

Puissent nos descendants proclamer, qu'en dépit de la confusion et de la tristesse qui paraissent souvent la dominer, la période que nous vivons aura été éclairée, sur notre continent, par l'extraordinaire bouillonnement d'idées d'où l'Europe est née. Il y aura fallu beaucoup de volonté, de ténacité, de générosité. Ces vertus, ne les gardons pas pour nous seuls Européens, nous n'en sommes pas moins des citoyens du monde, sensibles à ses souffrances et à ses malheurs. Il y a là un motif supplémentaire de nous unir. Unis, réunis, de quoi ^{ne}serions-nous ^{pas}capables?